



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Etats-generaux-du-chomage-et-de-l>

Etats généraux du chômage et de l'emploi

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 890 - juin 1990 -

Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2009

Date de parution : juin 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ces Etats Généraux ont eu lieu à la Plaine Saint-Denis, les 6 et 7 avril 1990. Ils étaient organisés par le Mouvement National des Chômeurs et des Précaires dont le président est Maurice Pagat. Les assises regroupaient de nombreux experts politiques, économiques, syndicaux, sociaux, universitaires et des chercheurs avec, accessoirement, des chômeurs. Ces derniers sont repartis fort d'abus car, au-delà de quelques promesses d'examen de dossiers individuels, au-delà de mesures ponctuelles prises ou annoncées par les ministres présents, ils ont eu la sensation que notre société est organisée autour d'une acceptation de la masse de chômage existante. Beaucoup l'ont dit ; malheureusement ils n'étaient pas à la tribune et n'ont pu, comme nous, qu'intervenir sous forme de questions, c'est-à-dire trop peu de temps pour se faire entendre. Certains ont quand même fait remarquer, ce à quoi on ne pense pas toujours, combien le chômage crée d'emplois : ANPE, administrations diverses comme le RMI, l'assistantat social, spécialistes en tous genres : formateurs, formateurs de formateurs, etc, et auraient-ils pu ajouter : ministres et sous-ministres...

Des officiels

Les politiques eux, c'est-à-dire le premier ministre Michel Rocard, en direct par satellite, s'il vous plaît, depuis la Guyane, ainsi que Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail et de l'Emploi et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire ont pu s'exprimer largement.

Interrogé par Maurice Pagat depuis la tribune, Michel Rocard a dit quelques mots agréables de circonstance, mais a refusé de prendre l'engagement de la reconnaissance du Syndicat des chômeurs comme "organisation représentative" qui était demandée par le président (1).

Dans la grande salle où avaient lieu les forums, Jean-Pierre Soisson a présenté son plan pour l'emploi en seize mesures. Certaines sont des vœux pieux. D'autres sont des cadeaux au petit et au grand patronat : Il y en a qui vont dans le bon sens, comme les encouragements à l'aménagement et à la réduction du temps de travail ou le freinage des heures supplémentaires. Enfin les aides aux chômeurs de longue durée et la revalorisation de la rémunération des jeunes stagiaires sont des secours qui ne sont pas négligeables.

Bernard Kouchner s'intéresse surtout à l'amélioration de la vie quotidienne des chômeurs, ce qui est tout à fait louable en soi. Il a fait état d'un grand nombre de décisions de détail dans lesquelles nous ne pouvons entrer ici, mais qui peuvent être bénéfiques pour les intéressés et en tous cas salués par eux comme une amélioration par rapport au désintérêt des autorités du passé. Le sous-secrétaire d'Etat a néanmoins conscience de son peu de poids par rapport aux autres ministres. Il joue les représentants de la "société civile" un peu candide, ce dont nous doutons, à côté au milieu de spécialistes chevronnés de l'économie financière et de la politique.

Accordons-lui de la bonne volonté, tout en remarquant qu'il sert de caution sociale à des gouvernants dont les décisions d'ensemble ne vont pas toujours dans le même sens que les siennes.

Bertrand Fragonard, Directeur Général Interministériel pour le RMI fut un peu chahuté par les représentants de la Maison des Chômeurs de Toulouse. D'après lui, toutes les anomalies signalées résultent d'erreurs malheureusement très concentrées, mais ne rendant pas compte de la situation d'ensemble.. Il a cité le nombre de 480.000 ménages ayant bénéficié du RMI en 1989, a affirmé qu'il y avait 40 % de contrats d'insertion mais a soigneusement caché le nombre de retours à l'emploi : 4.000 !

Jean-Baptiste de Foucauld est à la fois un officiel, puisqu'il est annoncé Commissaire adjoint au Plan, et un associatif, puisqu'il a présenté au cours d'un des nombreux "carrefours" qui se tenaient dans des salles annexes l'association "Solidarité nouvelles face au chômage". Nous ne sommes évidemment pas contre ces souhaits. Nous admirons le dévouement et le dynamisme de tous les bénévoles qui soulagent les plus démunis. Mais nous disons que tout cela n'est pas à l'échelle du problème posé, que la redistribution d'un revenu de plus en plus affaibli par la réduction du travail obligatoire ne peut être une solution. A la limite, c'est leurrer les chômeurs, comme les pauvres, que de leur faire croire que la charité est de nature à s'opposer efficacement au chômage ou à la pauvreté.

Mais J.B. de Foucauld, s'il préconise d'entrer dans les vues des productivistes et de gagner des emplois en

France, n'en est pas pour autant à court d'idées. Son action veut se placer tous azimuts. N'est-il pas l'auteur, avec la commission gouvernementale qu'il a animée, d'un rapport énumérant 146 propositions qui se veulent les réponses de l'Etat et de la Société civile aux problèmes des chômeurs. Comme on le voit "l'imagination est au pouvoir", les soixante-huitards ont gagné. Chacun est à même d'en juger les résultats.

Des experts

Il y en eut, au cours de ces assises, de nombreux et de toutes provenances, non seulement gouvernementaux comme nous venons de le dire, mais aussi associatifs. Des individuels ou ceux qui ne se présentaient pas au nom d'un groupe, fort peu ; ils venaient surtout des milieux religieux, universitaires ou de la recherche, ce qui n'est d'ailleurs pas incompatible.

Au début du forum "Faire du partage notre loi" interrompu par l'allocation de Michel Rocard, Henri Bartoli, professeur d'Université, a mentionné quelques idées générales telles le respect de l'autre, la justice sociale et l'universalité. Il a fait référence à Emmanuel Mounier et au personnalisme ainsi qu'à la revue "Esprit". Appelant une économie d'expansion et de progrès, une meilleure formation et une valorisation du milieu de travail à travers une redistribution des revenus, il s'en est tenu à des solutions globales et fort théoriques. Nous retiendrons qu'il a exhorté les chômeurs à se battre et à retourner le rapport des forces en leur faveur...!

Lors de la même réunion, Guy Roustang, Directeur de Recherches au CNRS a invité les participants à donner des emplois aux chômeurs, mais aussi la parole. Il a poussé au partage et également à l'agrandissement du "gâteau". Evoquant l'idée selon laquelle la croissance, au-delà de 3 % (2), devait entraîner une diminution du nombre des chômeurs, nous ne saurons pas ce qu'il en pense car l'horaire impératif du satellite coupa son exposé qui ne fut pas repris.

Un autre forum, qui nous intéressait particulièrement, était consacré à "La révolution technologique et ses conséquences pour l'emploi". Jacques Robin annonça fut malheureusement absent. Benjamin Coriat, professeur d'Université, auteur de "l'Atelier et le robot" (3) a fait un rappel très utile des vagues successives de progrès technique survenues depuis la seconde guerre mondiale et de l'organisation du travail qu'il dû s'y adapter. Il a dressé un tableau des changements de comportement entraînés par les modifications de l'appareil productif. Enfin, cet intervenant a imaginé trois scénarios possibles pour l'avenir de nos sociétés. Le premier ultra-libéral et dual, à la mode des Etats-Unis, qu'il a qualifié de noir. Le second libéral et assistanciel, qu'il peint en gris et vert. Le troisième coopératif, de partage du travail, avec comme modèles l'Allemagne et la Suède, qui aurait ses préférences. Disons seulement que Benjamin Coriat n'est pas très ambitieux.. Quant à son analyse économique, elle est peu présente. Il constate seulement que l'après seconde guerre mondiale fut une période de croissance qui a duré une trentaine d'années et fut suivie par hasard ?- d'une ère de stagnation. Il ne voit pas que la crise finale de sousconsommation du capitalisme a été seulement interrompue de 1939 à 1945, puis par le retour progressif à l'abondance et que nous nous retrouvons maintenant, avec les mêmes problèmes que ceux des années 30. L'importance de l'innovation technologique a été aussi relevée par Roger Sue, Maître de Conférences à l'Université Paris V. Il a qualifié d'erreur de gestion la formation pointue de techniciens à qui l'on n'offrira que des emplois de service, peu qualifiés ; c'est du moins ce qui est prévu pour l'avenir par les sondages auprès des employeurs. Il a attiré l'attention sur la reconnaissance nécessaire du travail, actuellement non comptabilisé, au foyer ou par les bénévoles. Il envisage de créer des consommateurs par le moyen d'une allocation universelle, ce qui est un point positif par rapport aux autres experts. A la fin de ce forum, nous n'avons pu que marquer notre étonnement de constater que personne ne songeait à mettre en cause le régime économique qui conduit aux difficultés auxquelles personne, à notre avis, ne proposait de remèdes efficaces. Puis nous avons avancé que peut-être... l'économie distributive. Mais tout cela en trois ou quatre phrases au cours de la discussion générale.

Des associations

Elles sont nombreuses. Certaines avaient participé à l'organisation des assises. La loi de 1901 fait en ce moment un succès sans précédent. Sur de vagues idées, des personnes créent un groupement, un comité, un mouvement avec président, secrétaire général, un bureau, etc... Peu importe la solidité des propositions, l'essentiel est de réunir et de trouver des auditoires. La plupart de ces actions sont éphémères, d'autres se maintiennent. Quelques groupes découvrent bientôt qu'il leur manque une doctrine économique. On fait parfois appel à nous ou on nous "emprunte" des thèses. Au lieu de commencer par s'informer de ce qui existe déjà, l'on se précipite. Ne découvre-t-on pas rapidement que cette prolifération et cette dissémination des efforts est préjudiciable ? Qu'à cela ne tienne, chacun appelle les autres à se réunir autour de lui. Sans succès d'ailleurs puisque l'on tient très fort à son particularisme et à ses adhérents. Au contraire, à l'intérieur de beaucoup d'associations, des sous-groupes se forment chacun tirant de son côté. Certains se jouissent de cette diversité et de cette richesse. C'est à voir...

Sans compter les initiatives qui n'ont pour but que de saper les organisations existantes par la tactique ancestrale de la division. D'où vient l'argent ? les moyens ? Mystère .. quelquefois éclairci, mais trop tard ; le mal est fait...

Même si la volonté n'est pas de nuire, on ne peut que noter cette curieuse méthode ou plutôt absence de méthode du temps présent vouée à la personnalisation, à l'égoïsme et à l'absence de solidarité. Et souvent le but affiché est l'entraide, le secours...

Ces considérations d'ensemble ne s'appliquent pas forcément aux groupes dont nous allons parler maintenant et que nous avons choisis, parmi d'autres, en fonction de nos disponibilités et de l'opportunité du moment.

Ainsi Hubert Landier, directeur de "Management et conjoncture sociale" a insisté sur le danger du tout à l'entreprise et du chacun pour soi. Guy Lacroix a invité, sans plus, à une interrogation sur les circuits monétaires. René Macaire des réseaux "Espérance", théologien, a déclaré que le chômage est le symptôme d'un refus d'évoluer.

François Plassard de l'Association "Temps .. Territoires" et Philippe Riché d'"Aldéa", ont évoqué, dans un carrefour, le rôle de l'économie alternative pour la création de nouvelles activités. Aldéa cherche à "redonner un sens à l'économie en la recentrant sur l'humain" et pousse au partage du travail par une "nouvelle articulation salariat-bénévoles". F. Plassard travaille sur le développement local par le moyen du "chèque innovation" qui serait une façon de soutenir la mise en oeuvre de nouvelles entreprises à un coût inférieur à celui du chômage.

Le Mouvement 4 x 8 revendique la réduction du temps de travail afin que chacun, par de plus hauts salaires, puisse bénéficier des nouvelles techniques d'automatisation. Ses responsables n'expliquent pas comment la moyenne des entreprises fera, alors, pour résister à la concurrence des travailleurs forcés du Japon et des sous-payés d'Extrême-Orient ou d'Afrique. Le Comité chrétien de Solidarité avec les chômeurs comme son nom l'indique ? Enfin Yoland Besson (4) a pu exposer son projet et celui de l'Association pour un revenu d'existence" qu'il anime avec Henri Guitton. Nos lecteurs savent que si ces personnalités sont assez de notre avis sur l'analyse que nous faisons des causes de nos maux, elles ne nous suivent pas dans la partie constructive de nos propositions. Elles préférèrent en rester à la redistribution d'un revenu d'existence qui correspondrait au temps gagné grâce à l'intervention des automatismes dans le processus de fabrication. Il est vrai que ce revenu identique pour tous, donc à première vue injuste, serait en fait repris aux plus aisés, presque en totalité, par le moyen de l'impôt.

Sans espérer clore ici une discussion qui serait trop longue, nous pensons néanmoins que, dans notre système économique, ce modeste revenu de l'ordre de 1800 F. par mois (5), diton, serait bien insuffisant pour les plus démunis et d'ailleurs repris par l'inflation qui absorbe vite tous les avantages consentis pour redistribuer les revenus.

A notre question, Yoland Besson a renouvelé publiquement l'hommage à Jacques Duboin, déjà rendu par lui-même et Philippe Guilhaume dans leur ouvrage "Le Participat". S'il considère J. Duboin comme un précurseur, il le pense maintenant dépassé. Nous n'avons pas pu répondre car nous n'avons plus la parole, mais nous considérons, évidemment, que loin d'être dépassé, l'économie distributive était tellement en avance sur le siècle qu'elle le reste encore, sauf à considérer que le

Le régime capitaliste est le seul qui soit moderne...!

Ce compte rendu des Etats Généraux du Chômage et de l'Emploi est tout à fait subjectif. Il ne rend pas compte de toutes les interventions. Il a fallu faire un choix.

En marge du Congrès, nous avons pu avoir un entretien cordial avec Maurice Pagat. Nous lui avons fait part de notre regret de n'avoir pu participer plus largement. Ce n'est pas exclu lors de la prochaine session. De plus, le président nous a offert spontanément de publier un article sur l'économie distributive dans Partage. Il est écrit et transmis. Nous pensons qu'il apportera aux chômeurs un espoir réel de changement. Les autres lecteurs disposeront également d'une information qui leur manque souvent, ce qui occasionne la propagation de fausses idées sur notre doctrine, nous avons pu le constater de nouveau au cours de ces rencontres.

(1) Son acceptation aurait donné l'accès du syndicat à certaines élections professionnelles et sociales et à des subventions plus importantes.

(2) Rappelons que la croissance fut de 3,7 % en 1989 après 3,8 en 1988. Les meilleurs économistes (!) avaient prédit qu'au-dessus de 3 %, le chômage diminuerait. Encore une fois leurs prévisions se sont avérées fausses, le nombre des demandeurs d'emploi n'a pas baissé de manière significative et celui des chômeurs de longue durée a augmenté.

(3) Editions Bourgeois

(4) Voir G.R. n° 861

(5) Etant entendu que les autres prestations sociales sont supprimées, mais pas l'assurance-maladie.